



Syndicat National de Radiodiffusion et de Télévision

Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel et de l'Action Culturelle

Audiovisuel public : Bonne année 2008 ?

Mardi 8 janvier 2008, le Président de la République annonce une « révolution culturelle » pour la télévision publique et enchaîne par l'affirmation de la suppression totale de la publicité sur les chaînes de France télévisions. Quelques semaines plus tôt Christine Albanel et Jean Paul Cluzel réfléchissaient à la possibilité de passer des publicités commerciales sur les chaînes de Radio France.

Quelle est la cohérence dans ces manœuvres contradictoires ? L'objectif commun ne serait-il pas le désengagement de l'Etat dans le secteur de l'audiovisuel public qui prendrait différentes formes selon l'entreprise... ?

L'annonce présidentielle, pour le moins fracassante, est le point d'orgue enterrant une année 2007 qui, pour l'ensemble de la radio/télévision publique, s'est révélée être une année très difficile. Mais le pire est peut-être encore à venir !

Radio France : Le chantier de réhabilitation de la Maison de la radio, dont l'entreprise doit assumer une partie du financement, laisse planer une menace permanente depuis son annonce en 2003. Les derniers rebondissements rendent l'avenir très sombre : les délais de réalisation des travaux qui s'allongent de mois en mois, les réponses (ou l'absence de réponses pour certains lots) à l'appel d'offres laissent apparaître un dépassement important du coût global initialement annoncé et, peut être l'impossibilité de mener à bien la réhabilitation/reconstruction prévue par les PDG successifs. Si l'Etat refuse de financer ce surcoût que va-t-il se passer ? Radio France devra-t-elle assumer ces dépenses supplémentaires au détriment des activités radio et des personnels ? La menace sur l'activité et les emplois est très forte !

RFI : Dans le cadre de la réforme de l'audiovisuel extérieur, dont découle manifestement le budget 2008 de l'entreprise présenté volontairement en déficit, il n'y a aujourd'hui que des incertitudes quant aux missions et leur périmètre qui demeurerait confiées à RFI. Autre inquiétude : les emplois. C'est un point fondamental ! Nous n'avons aucune forme de réponse sur leur pérennité dans le cadre de la réforme de l'audiovisuel extérieur. Ce ne sont pas les prévisions de budget 2008 qui rassurent, ni les engagements de l'Etat qui n'ont jamais été tenus.

INA : Apparemment épargnée pour l'instant par les événements, la société est engagée dans plusieurs chantiers dont la numérisation de ses archives en vue de leur mise en ligne sur le « Web ». Et c'est là qu'émergent les questions sur l'utilisation de ce fond patrimonial. Financé par le secteur public, cette opération se révélant rentable à exploiter ne manquera pas d'attirer les convoitises de prédateurs privés plus intéressés par les profits que par l'intérêt général et le « service au public » ! Le climat social laisse largement à désirer : emplois bloqués, souffrance au travail, mesures disciplinaires. Tout cela est indigne d'une entreprise publique et en décalage avec les bons résultats, fruits du travail des salariés.

France télévisions : Après avoir reçu deux gifles magistrales par l'actionnaire (refus de l'augmentation de la redevance et d'ouverture d'un écran publicitaire dans les émissions de divertissement) et quelques uppercuts en fin d'année lors des différents conseils d'administration (refus par l'actionnaire de financer la reprise des programmes régionaux de France 3 sur le satellite), le PDG de Carolis se réjouit de l'annonce de la suppression « totale » de la publicité estimant qu'elle « valide sa stratégie éditoriale » ! Cette orientation est lourde de conséquences pour le Groupe et ses 11.000 salariés. En effet, aucune garantie n'est apportée pour la compensation des 800 Millions d'Euros minimum ainsi transférés vers le privé.

Entre autres dégâts collatéraux (restructuration, plan social), la convention collective de la communication et de la production audiovisuelle pourrait n'avoir plus de sens aux yeux des employeurs et des parlementaires. Depuis des années ceux-ci appellent de leurs vœux son extinction sans avoir le courage de la dénoncer. Ils pourront enfin voir cette aspiration se réaliser.

Pour conclure, à l'examen de l'ensemble de ces faits, rassemblés et mis en perspective, nous pronostiquons malheureusement une année 2008 périlleuse avec, pour être réaliste, la perspective sombre d'un audiovisuel profondément et dramatiquement « révolutionné » selon les vœux de l'hyper Président de la République.

Le SNRT CGT, comme il l'a toujours fait, mettra toutes ses forces dans la bataille, avec les salariés, pour sauver l'audiovisuel public.

Malgré tout, meilleurs vœux à toutes et à tous !

mercredi 9 janvier 2008